

Roms : Un tramway pour les Droits de l'Homme, contre les discriminations et le racisme

Plus d'un an après le discours de Grenoble de Nicolas Sarkozy et l'émotion médiatique provoquée à la fois par ses déclarations xénophobes, les discriminations à l'égard des Roms, les critiques formulées à l'égard de la France par le Conseil de l'Europe (le Comité européen des droits sociaux vient de rendre un avis selon lequel la "politique de démantèlement des camps roms" décidée par la France a été discriminatoire et contraire à la dignité humaine), la situation n'a fait qu'empirer.

Dans le cadre d'une politique marquée depuis plusieurs années par la stigmatisation des étrangers, le gouvernement a accéléré **les destructions de bidonvilles et les expulsions de Roms migrants**. Les expulsions continuent, des cars de CRS accompagnés de bulldozers jettent dehors les habitants des terrains de fortune et des squats, rasant les maisons construites par leurs habitants, terrorisent des enfants et détruisent les formes de vie précaires qui s'y étaient organisées. En plus des destructions de bidonvilles, les expulsions du territoire se multiplient. Au cours des 9 premiers mois de 2010, plus de 60 % des ressortissants étrangers reconduits aux frontières étaient Roumains et Bulgares et parmi eux une immense majorité étaient des Roms.

Nous constatons chaque jour les dégâts humains de cette politique : aggravation de conditions sanitaires, interruptions de scolarité, rupture des liens établis avec le voisinage et les associations, destructions des biens accroissant la précarité,...

Nous ne nous laisserons pas diviser et enfermer dans des catégories ethniques. Nous réclamons la mise en oeuvre d'une autre logique politique en faveur des Roms comme de l'ensemble des migrants accueillis sur notre sol.

Récemment, un **squat du 20e arrondissement a brûlé**, faisant un mort. Cet incendie, peut-être d'origine criminel, n'est malheureusement pas le premier qui vise des bidonvilles ou squats occupés par des familles roms. La stigmatisation permanente dont font l'objet les Roms de la part des plus hautes autorités de l'Etat (discours de Claude Guéant assimilant Roms et délinquants par exemple) ne fait qu'encourager des actes de violence envers ces populations.

Le 31 août dernier, la police a utilisé un tramway de la RATP pour déplacer les personnes expulsées d'un terrain de Saint-Denis. Ce « **tramway de la honte** » a choqué à juste titre une grande partie de l'opinion. Nous avons interpellé le PDG de la RATP, et lui avons demandé de se démarquer clairement de cette politique en mettant à disposition une rame pour organiser "Un tramway pour les Droits de l'Homme, contre les discriminations et le racisme". En l'absence de réponse, nous avons décidé de l'organiser nous mêmes.

La mardi 29 novembre au matin, des Roms et leurs soutiens prendront la ligne T1 du tramway et alerteront les passagers sur le non-respect de leurs droits et leurs revendications. Comme le problème fondamental est bel et bien celui des expulsions, avec ou sans tramway... ce tramway solidaire nous conduira à un rassemblement devant la Préfecture de Bobigny à 12h, pour y faire entendre nos revendications.

Rendez-vous le mardi 29 novembre à 9h à l'arrêt du tram T1 *Marché de Saint-Denis et tout le long de la ligne*, puis à 12h devant la préfecture de Bobigny

Signataires :

CCFD Terre solidaire - Equipe de St Denis (Comité Catholique contre la Faim et pour le Développement)

Collectif Romeurope Ile de France

Collectif Roms et Bulgares de Bobigny

Comité de soutien aux Roms de Noisy-le-Sec

Ecodrom 93

EELV 93 (Europe - Ecologie - Les Verts)

FASE 93 (Fédération pour une Alternative Sociale et Ecologique)

LDH 93 (Ligue des Droits de l'Homme)

MRAP 93 (Mouvement contre le Racisme et pour l'Amitié entre les Peuples)

"Réseau 1427" Saint-Denis

NPA 93

RESF 93

SNUASFP-FSU93 (syndicat national unitaire des assistantes sociales de la fonction publique)

Terre des Hommes - France

La Voix des Roms

CONTACT : plateforme93@gmail.com

Andrea Caizzi (Bobigny) : 01 48 45 36 25

Laure Labrosse (Saint-Denis) : 06 62 36 07 79